



Rapport financier semestriel
au 30 juin 2009

GROUPE ASF

Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2009

- 1** **Rapport semestriel d'activité** page 3
- 2** **Comptes consolidés intermédiaires résumés** page 12
- 3** **Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information semestrielle** page 44
- 4** **Attestation du Responsable
du Rapport Financier semestriel** page 46

1

Rapport semestriel d'activité du Groupe ASF au 30 juin 2009

Faits marquants de la période	p. 4
Trafic	p. 4
Tarifs	p. 4
Péage	p. 4
Investissements	p. 5
Financements	p. 5
Charte d'engagements de service	p. 6
Principales transactions avec les parties liées	p. 6
Facteurs de risques	p. 6

1. Chiffre d'affaires p. 6

2. Résultats p. 8

2.1 - Résultat opérationnel	p. 8
2.2 - Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers.....	p. 9
2.3 - Charge d'impôts	p. 9
2.4 - Résultat net	p. 9

3. Bilan p. 9

4. Flux de trésorerie p. 10

5. Comptes Sociaux p. 11

5.1 - Chiffre d'affaires	p. 11
5.2 - Résultat net	p. 11

Faits marquants de la période

Dans la continuité du dernier trimestre 2008, le PIB du 1^{er} trimestre 2009 a reculé de - 1,2 % et les chiffres attendus de l'INSEE devraient également confirmer cette tendance baissière pour le 2^e trimestre de l'année 2009.

Le prix du carburant, autre facteur déterminant de l'évolution du trafic, est resté assez stable au cours du 1^{er} semestre.

Trafic

Dans ce contexte, ASF et Escota ont enregistré au cours du 1^{er} semestre 2009 un recul de leur trafic à réseau stable de - 0,6 % par rapport au même semestre de l'année précédente :

- + 1,8 % pour les véhicules légers qui représentent 85,3 % du trafic total ;
- - 12,7 % pour les poids lourds qui connaissent une baisse jamais connue auparavant du fait de la crise qui touche tout particulièrement le secteur industriel.

Sur réseau évolutif, le nombre de kilomètres parcourus pour ASF et Escota s'est élevé à 15 667 millions pour ce 1^{er} semestre 2009 contre 15 765 millions pour la même période de 2008, soit une baisse de 0,6 %.

Le nombre de kilomètres parcourus pour ASF et Escota retraité du jour supplémentaire (vendredi 29 février 2008) de l'année

Péage

Les recettes de péage se sont élevées pour le 1^{er} semestre 2009 à 1 333,6 millions d'euros contre 1 335,5 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2008, soit une diminution de 0,1 %.

Elles se répartissent entre ASF et Escota de la façon suivante :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2009			1 ^{er} semestre 2008			Évolution 2009 vs 2008
	ASF	Escota	ASF-Escota	ASF	Escota	ASF-Escota	
CA Péage	1 049,3	284,3	1 333,6	1 053,9	281,6	1 335,5	(0,1 %)

Le nombre de transactions payantes est resté stable avec 306,62 millions de transactions enregistrées au cours du 1^{er} semestre 2009 contre 306,54 millions pour la même période de 2008.

La fréquentation des voies automatiques augmente de 9,2 % avec 250,27 millions de transactions sur le 1^{er} semestre 2009

bissextille est de 15 683 millions pour le 1^{er} semestre 2008, sensiblement identique à celui du 1^{er} semestre 2009.

Le trafic moyen journalier annuel (TMJA) sur l'ensemble du réseau ressort à 28 466 véhicules/jour pour le 1^{er} semestre 2009 contre 28 656 véhicules/jour pour la même période de 2008, soit une baisse de 0,7 %.

Tarifs

Conformément aux dispositions tarifaires du contrat d'entreprise des sociétés ASF et Escota, les tarifs ont augmenté au 1^{er} février 2009.

- Pour ASF, la hausse moyenne pour l'ensemble des classes 1, 2 et 5 a été de 3,1 % et pour les classes 3 et 4 de 3,7 %.
- Pour Escota, la hausse moyenne pour l'ensemble des classes 1, 2 et 5 a été de 3,2 % et pour les classes 3 et 4 de 3,7 %.

Concernant les coefficients de classe, seuls ceux des classes 3 et 4 ont changé pour les deux sociétés.

- Pour ASF, le coefficient de la classe 3 passe de 2,18 à 2,19, et celui de la classe 4 de 2,86 à 2,88.
- Pour Escota, le coefficient de la classe 3 passe de 2,12 à 2,14 et celui de la classe 4 de 2,90 à 2,95.

par rapport au 1^{er} semestre de 2008 (229,19 millions de transactions).

Le taux de transactions traitées en voies automatiques progresse significativement au 1^{er} semestre 2009 pour atteindre 81,6 % contre 74,8 % au 1^{er} semestre 2008.

Cette progression notable est due :

- au déploiement de nouvelles voies automatiques ainsi qu'à l'augmentation de l'attractivité de celles déjà en exploitation sur le réseau ;
- au transfert de la clientèle CAPLIS sur le télépéage PL ;

- à la progression significative du télépéage VL.

Le nombre d'abonnés au télépéage VL sur les deux sociétés au 30 juin 2009 est de 663 459 (correspondant à 844 928 badges en circulation).

Répartition des transactions par mode de collecte d'ASF et d'Escota :

Nature transactions (en millions)	Cumul fin juin 2009	Cumul fin juin 2008	Évolution 2009 versus 2008	Part total en 2009	Part total en 2008
Voies manuelles	56,35	77,35	(27,1 %)	18,4 %	25,2 %
Voies automatiques	140,93	129,49	8,8 %	45,9 %	42,3 %
Télépéage	109,34	99,70	9,7 %	35,7 %	32,5 %
Sous-total voies automatiques et télépéage	250,27	229,19	9,2 %	81,6 %	74,8 %
Total	306,62	306,54	0,0 %	100,0 %	100,0 %

Investissements

(en millions d'euros) Type d'investissement	1 ^{er} semestre 2009			1 ^{er} semestre 2008			% évolution (Groupe)
	ASF	Escota	Groupe	ASF	Escota	Groupe	
Construction nouvelles sections (*)	61,6		61,6	66,2		66,2	(7,0 %)
Investissements complémentaires sur autoroutes en service (*)	65,5	77,7	143,2	41,1	87,3	128,4	11,5 %
Immobilisation d'exploitation (*)	18,3	7,4	25,7	14,5	10,6	25,1	2,4%
Total	145,4	85,1	230,5	121,8	97,9	219,7	4,9 %

(*) Y compris production immobilisée, intérêts intercalaires, subventions et participations financières.

Le projet de la liaison nouvelle reliant Balbigny à la Tour de Salvagny progresse conformément au calendrier contractuel de l'opération. ASF a organisé le 26 juin 2009 une manifestation publique de lancement des travaux de percement du tunnel de Violay (3 900 m).

Cette opération fait l'objet d'un suivi environnemental exemplaire.

Les travaux relatifs aux élargissements à 2x3 voies des sections Biriadou – Ondres sur l'A63 et Perpignan Nord – Le Boulou sur l'A9 sont également en bonne voie.

Concernant Escota, les investissements portent notamment sur l'élargissement de l'A8 à Châteauneuf-Le-Rouge/Saint-Maximin et sur les travaux concernant les tunnels du contournement de Nice et de la frontière Italienne sur l'A8.

Le Groupe ASF a ainsi réalisé, au cours du 1^{er} semestre 2009, 230,5 millions d'euros d'investissements H.T. (ASF : 63,1 % / Escota : 36,9 %) contre 219,7 millions d'euros d'investissements H.T. (ASF : 55,4 % / Escota : 44,6 %) au cours du 1^{er} semestre 2008.

Financements

Au cours du 1^{er} semestre 2009, ASF a réalisé plusieurs émissions obligataires dans le cadre de son programme EMTN pour un montant nominal de 1 169,6 millions d'euros qui se composent de :

- 200 millions d'euros émis le 16 février 2009 à un taux fixe de 4,785 % indexé à l'inflation pour une durée de 10 ans (16 février 2019) ;

- 979,6 millions d'euros à un taux fixe de 7,375 % pour une durée de 10 ans (20 mars 2019) émis au travers de trois opérations :
- 650 millions d'euros le 20 mars 2009,
- 213,3 millions d'euros assimilés le 9 avril 2009,
- 106,3 millions d'euros assimilés le 30 avril 2009.

Charte d'engagements de service

Au mois de mars 2009 ASF et Escota ont abouti à la formulation définitive d'une charte d'engagements de service qui reflète une même volonté de progresser en matière d'information, de fluidité, de sécurité et de confort. Elle traduit la priorité donnée à l'assistance au client en temps réel dans tous les métiers.

Principales transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note E.10 "Transactions avec les parties liées" de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés.

Facteurs de risques

Les principaux risques liés à l'exploitation auxquels le Groupe ASF pourrait être confronté tiennent en particulier au trafic et à l'acceptabilité du péage et des tarifs par les usagers, la quasi-totalité des revenus étant constituée par les recettes de péage. Le trafic peut également être affecté par le niveau de prix des carburants.

Les principaux risques financiers sont détaillés dans la note C.16 "Informations relatives à la gestion des risques financiers" du rapport financier annuel consolidé 2008.

1. Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008 (*)	Variation 2009/2008
Chiffre d'affaires péages	1 333,6	1 335,5	(0,1 %)
Redevances des installations commerciales	18,4	18,5	(0,5 %)
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	11,0	8,8	25,0 %
Chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures en concession	1 363,0	1 362,8	0,01 %
Chiffre d'affaires réalisé par les sociétés concessionnaires pour la construction de nouvelles infrastructures	179,2	161,4	11,0 %
Chiffre d'affaires	1 542,2	1 524,2	1,2 %

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession" du rapport financier semestriel consolidé 2009).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe ASF hors construction de nouvelles infrastructures reste stable au 1^{er} semestre 2009 (1 363 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 1 362,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008).

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe ASF au 1^{er} semestre 2009 tient compte du nouveau périmètre de consolidation et du changement de méthode comptable lié à IFRIC 12 qui intègre notamment un chiffre d'affaires de construction de nouvelles infrastructures. Il s'établit et se ventile comme suit :

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires réalisé en France					À l'étranger		Chiffre d'affaires 1 ^{er} sem. 2009
	ASF	Escota	RTFM	Truck Etape	Openly	Total	Jamaican Infrastructure Operator	
Chiffre d'affaires péages	1 049,3	284,3				1 333,6		1 333,6
Redevances des installations commerciales	15,5	2,9				18,4		18,4
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	5,4	1,5	0,8	0,1	0,8	8,6	2,4	11,0
Chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures en concession	1 070,2	288,7	0,8	0,1	0,8	1 360,6	2,4	1 363,0
Part dans le Chiffre d'affaires réalisé en France	78,7 %	21,2 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	100,0 %		
Part dans le Chiffre d'affaires Total	78,5 %	21,2 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	99,8 %	0,2 %	100,0 %
Chiffre d'affaires réalisé par les sociétés concessionnaires pour la construction de nouvelles infrastructures	119,0	60,2				179,2		179,2
Chiffre d'affaires	1 189,2	348,9	0,8	0,1	0,8	1 539,8	2,4	1 542,2

L'analyse comparative des 1^{ers} semestres 2009 et 2008 est présentée sans les nouveaux impacts de périmètre de consolidation et de changement de méthode. Elle se présente comme suit :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2009			1 ^{er} semestre 2008			Écart	%
	ASF	Escota	Groupe	ASF	Escota	Groupe		
Produits								
Recettes de péage	1 049,3	284,3	1 333,6	1 053,9	281,6	1 335,5	(1,9)	(0,1 %)
Installations Commerciales	15,5	2,9	18,4	15,5	3,0	18,5	(0,1)	(0,5 %)
Fibres et pylônes	5,4	1,5	6,9	7,3	1,5	8,8	(1,9)	(21,6 %)
Total Chiffre d'affaires	1 070,2	288,7	1 358,9	1 076,7	286,1	1 362,8	(3,9)	(0,3 %)

Le chiffre d'affaires consolidé tenant compte des sociétés ASF et Escota pour le 1^{er} semestre 2009 s'établit à 1 358,9 millions d'euros contre 1 362,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008, soit une diminution de 0,3 %.

Recettes de péage

Les recettes de péage enregistrent une diminution de 0,1 % ; elles se sont élevées à 1 333,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 1 335,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008.

Cette évolution est due à la combinaison des deux principaux facteurs suivants :

- effet Trafic Réseau Stable - 0,6 % ;
- effet tarif et remises + 0,5 %.

Les recettes de péage se ventilent ainsi par nature de moyens de paiement :

(en millions d'euros) Produits	1 ^{er} semestre 2009			1 ^{er} semestre 2008			Écart	%
	ASF	Escota	Groupe	ASF	Escota	Groupe		
Paiements immédiats	145,4	56,7	202,1	156,9	62,6	219,5	(17,4)	(7,9 %)
Abonnés	13,3	48,4	61,7	56,1	50,9	107,0	(45,3)	(42,3 %)
Télépéage	435,5	77,5	513,0	399,6	71,4	471,0	42,0	8,9 %
Cartes Bancaires	357,1	81,3	438,4	332,4	74,4	406,8	31,6	7,8 %
Cartes Accréditives	97,6	20,2	117,8	108,4	22,1	130,5	(12,7)	(9,7 %)
Refacturations	0,4	0,2	0,6	0,5	0,2	0,7	(0,1)	(14,3 %)
Recettes de Péages	1 049,3	284,3	1 333,6	1 053,9	281,6	1 335,5	(1,9)	(0,1 %)

Produits des installations commerciales

Le chiffre d'affaires des installations commerciales avec 18,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 reste stable (légère baisse de 0,5 %) par rapport au chiffre d'affaires de 18,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008.

Produits des locations de fibre et pylônes

Les produits de l'activité de location de fibres optiques et de pylônes sont en diminution de 21,6 % passant de 8,8 millions d'euros à fin juin 2008 à 6,9 millions d'euros à fin juin 2009 du fait principalement de la résiliation de contrats avec Bouygues Telecom et Sogea Networks.

2. Résultats

2.1 - Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'élève à 635,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 656,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008 soit une baisse de 3,2 % (21,2 millions d'euros).

Cette baisse résulte principalement de la reprise de provision au 1^{er} semestre 2008 relative à la modification du régime des frais de santé offerts aux salariés actifs et aux retraités de la société Escota, d'une augmentation des charges d'amortissements liées aux ouvertures effectuées en 2008 et d'une économie de charges de personnel relatives aux coûts non récurrents enregistrés sur le 1^{er} semestre 2008.

Les charges opérationnelles, en hausse de 4,6 % s'établissent à 909,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 869,5 millions au 1^{er} semestre 2008. Elles intègrent notamment les charges de construction. Ainsi, hors ces charges de construction elles se sont élevées à 730,4 millions d'euros au

1^{er} semestre 2009 contre 708,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008, en hausse de 3,2 %.

Parmi les éléments contribuant à cette variation, on peut noter :

- la baisse de 6,8 % des **"achats consommés nets"** avec 13,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 14,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008 ;
- la diminution de 4,9 % des **"charges externes"** (services extérieurs, personnel intérimaire, sous-traitance et autres produits et charges) qui passent de 78 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008 à 74,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 ;
- l'augmentation des **"charges de construction"** engagées pour la réalisation des ouvrages concédés de 11 % avec 179,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 161,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008 ;

- la baisse des **"charges de personnel"** de 7,8 % avec 183,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 199,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008. Hors coûts non récurrents liés aux mesures sociales favorisant la mobilité et l'évolution du personnel, les charges de personnel seraient stables (176,6 millions d'euros) ;
- la hausse de + 2,7 % des **"amortissements"** nets avec 277,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 270,4 millions d'euros pour la même période de 2008 liée aux ouvertures effectuées en 2008 ;
- la baisse des **"dotations nettes aux provisions"** qui génèrent un produit de 3,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre un produit de 38,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008.

Cette baisse résulte largement de la reprise de provision relative à la modification du régime des frais de santé offerts aux salariés actifs et aux retraités de la société Escota en 2008 : impact net de charge de 32,3 millions d'euros avant impôt (voir annexe aux comptes consolidés semestriels résumés de 2008 en note E.11.2 "Autres provisions non courantes") et, dans une moindre mesure, de la diminution des autres avantages au personnel liée à la signature en juin 2009 par ASF et Escota d'un avenant aux accords CATS signés en 2007 pour un montant de 10,5 millions d'euros (voir note E.6.2 "Autres provisions non courantes" de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés).

Le solde correspond pour l'essentiel à des provisions liées aux mesures sociales ;

- la diminution des charges relatives aux **"paiements en actions"** qui se sont élevées à 0,8 million d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 2,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008 ;

3. Bilan

Le total des actifs non courants inscrits au bilan est de 11 724 millions d'euros en valeur nette soit une diminution de 39,3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008 (11 763,3 millions d'euros).

Cette diminution est principalement liée à la progression des amortissements supérieure à celle de la valeur brute de l'ensemble des immobilisations (immobilisations incorporelles

- l'augmentation de la quote-part de **"résultats des entreprises associées"** qui est passée de 0,2 million d'euros au 1^{er} semestre 2008 à 0,4 million d'euros au 1^{er} semestre 2009.

2.2 - Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Le coût de l'endettement financier net s'élève à (244,7) millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre (267,2) millions d'euros au 1^{er} semestre 2008.

Les autres produits et charges financiers font ressortir un produit net de 0,3 million d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre un produit net de 2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008.

2.3 - Charge d'impôts

La charge d'impôt, correspondant à l'impôt sur les sociétés et les impôts différés, a été calculée à hauteur de 137,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 en hausse de 13,5 % par rapport au 1^{er} semestre 2008 (121,3 millions d'euros). Le taux effectif d'impôt est proche de 35,3 % sur le 1^{er} semestre 2009.

2.4 - Résultat net

Le résultat net part du Groupe s'établit à 253 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 en baisse de 6,2 % par rapport à celui du 1^{er} semestre 2008 (269,8 millions d'euros). La part des intérêts minoritaires est de 0,5 million d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 0,9 million d'euros au 1^{er} semestre 2008.

du domaine concédé, autres immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles).

Le total de l'actif courant avec 745,9 millions d'euros au 30 juin 2009 est en augmentation de 178,1 millions d'euros (567,8 millions d'euros à fin décembre 2008) sous les effets de la variation des disponibilités et des équivalents de trésorerie passés de 125,5 millions d'euros à fin décembre 2008 à

150,1 millions d'euros à fin juin 2009, de l'augmentation de la juste valeur des produits dérivés actifs courants passée de 52,3 millions d'euros à fin décembre 2008 à 87,8 millions d'euros à fin juin 2009, de la variation des actifs financiers de gestion de trésorerie liés aux fonds déposés dans le cadre des remboursements d'emprunts CNA passés de 1,8 million d'euros à fin décembre 2008 à 189 millions d'euros à fin juin 2009, de la diminution des clients et autres créances d'exploitation passés de 332 millions d'euros à fin décembre 2008 à 301,3 millions d'euros à fin juin 2009 et de la variation des autres actifs courants passés de 35,7 millions d'euros à fin décembre 2008 à 5,2 millions d'euros à fin juin 2009.

Les capitaux propres part du Groupe augmentent de 3,4 millions d'euros pour s'élever au 30 juin 2009 à 470,4 millions d'euros contre 467 millions d'euros à fin décembre 2008. Cette augmentation résulte pour une part de la distribution du dividende ordinaire de l'exercice 2008 (355,7 millions d'euros) moins l'acompte sur dividendes versé en septembre 2008 (124,7 millions d'euros), et du résultat du 1^{er} semestre 2009 (252,5 millions d'euros) d'autre part.

Le total des passifs non courants au 30 juin 2009 s'élève à 9 572,1 millions d'euros contre 9 439,8 millions d'euros au 31 décembre 2008, soit une augmentation de 1,4 % due pour

l'essentiel à l'émission de plusieurs emprunts obligataires pour un montant total (nominal) de 1 169,6 millions d'euros, au remboursement d'emprunts CNA pour 137,2 millions d'euros et de lignes de crédit bancaires pour 218 millions d'euros et à la baisse de la juste valeur des produits dérivés passifs pour 55,3 millions d'euros, d'une part et à l'impact de la baisse des impôts différés passifs de 13,8 millions d'euros et de la diminution des provisions non courantes (voir annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés en note E.6.2 "Autres provisions non courantes"), d'autre part.

Le total des passifs courants s'établit à 2 424,4 millions d'euros au 30 juin 2009 en augmentation de 4,1 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008 (2 420,3 millions d'euros).

Après prise en compte de ces différents éléments, l'endettement financier net du Groupe s'élève à 10 262,3 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 10 318,5 millions d'euros au 31 décembre 2008 en baisse de 56,2 millions d'euros.

4. Flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie du Groupe fait apparaître une trésorerie nette de clôture de 150,1 millions d'euros en augmentation de 24,6 millions d'euros par rapport à la trésorerie d'ouverture (125,5 millions d'euros).

Cette variation s'analyse comme suit :

- le Groupe dégage une capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt (CAFICE) de 894,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009, soit près de 1,6 % de plus comparé au 1^{er} semestre 2008 (880 millions d'euros) ;
- les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 555,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 soit près de 17,6 % de plus que ceux du 1^{er} semestre 2008 (472,9 millions d'euros) ;
- les flux nets liés aux opérations d'investissements représentent 267,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 soit 13,3 % de plus que ceux du 1^{er} semestre 2008 (236,2 millions d'euros) ;
- les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement sont négatifs de 74,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 comme au 1^{er} semestre 2008 (250,9 millions d'euros).

● 5. Comptes Sociaux

5.1 - Chiffre d'affaires

Au niveau des comptes sociaux de la société ASF, le chiffre d'affaires s'établit pour le 1^{er} semestre 2009 à 1 070,2 millions d'euros contre 1 076,7 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2008, en diminution de 0,6 %.

5.2 - Résultat net

Le résultat net au 1^{er} semestre 2009 s'élève à 314,8 millions d'euros en progression de 6,7 % comparée à 295 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008. Il intègre un montant de dividende reçu de la filiale Escota de 140,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 comparé à 123,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008.

2

Comptes consolidés intermédiaires résumés d'ASF au 30 juin 2009

Etats financiers	p. 13
Compte de résultat consolidé	p. 13
État du résultat global consolidé	p. 14
Bilan consolidé actif	p. 15
Bilan consolidé passif	p. 16
Tableau des flux de trésorerie consolidés	p. 17
Variation des capitaux propres consolidés	p. 18
Annexes aux comptes consolidés	p. 19
A. Saisonnalité de l'activité	p. 20
B. Principes comptables et méthodes d'évaluation	p. 20
C. Informations sectorielles	p. 27
D. Notes relatives au compte de résultat	p. 28
E. Notes relatives au bilan	p. 32
F. Événements postérieurs à la clôture	p. 42
G. Litiges et arbitrages	p. 43

Etats financiers

● Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008 (*)	Exercice 2008
CHIFFRE D'AFFAIRES	D.1	1 542,2	1 524,2	3 239,3
dont :				
Chiffre d'affaires – hors construction de nouvelles infrastructures en concession		1 363,0	1 362,8	2 894,8
Chiffre d'affaires réalisé par les sociétés concessionnaires pour la construction de nouvelles infrastructures		179,2	161,4	344,5
Produits des activités annexes		2,9	3,5	6,4
Charges opérationnelles	D.2	(909,6)	(869,5)	(1 800,7)
Résultat opérationnel sur activité	D.2	635,5	658,2	1 445,0
Païement en actions (IFRS 2)	D.2	(0,8)	(2,1)	(6,4)
Résultats des entreprises associées		0,4	0,2	1,5
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	D.2	635,1	656,3	1 440,1
Coût de l'endettement financier brut		(246,4)	(269,5)	(556,3)
Produits financiers des placements de trésorerie		1,7	2,3	10,1
Coût de l'endettement financier net	D.3	(244,7)	(267,2)	(546,2)
Autres produits financiers	D.3	11,8	6,4	21,1
Autres charges financières	D.3	(11,5)	(4,4)	(17,6)
Impôts sur les bénéfices	D.4	(137,7)	(121,3)	(295,4)
RÉSULTAT NET		253,0	269,8	602,0
Résultat net – Part des intérêts minoritaires		0,5	0,9	1,7
Résultat net – Part du Groupe		252,5	268,9	600,3
Résultat net par action part du Groupe	D.5			
Résultat net par action (en euros)		1,093	1,164	2,599
Résultat net dilué par action (en euros)		1,093	1,164	2,599

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession").

État du résultat global consolidé

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008 (*)	Exercice 2008
Résultat net de l'exercice (y compris part des minoritaires)		253,0	269,8	602,0
Instruments financiers : variations de juste valeur	E.4.2	(22,6)	22,0	(118,2)
dont :				
Actifs financiers disponibles à la vente (**)		0,6	(2,0)	(2,2)
Couverture de flux de trésorerie (part efficace) (***)		(23,2)	24,0	(116,0)
Impôt	E.4.2	7,9	(7,6)	40,6
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		(14,7)	14,4	(77,6)
Résultat global		238,3	284,2	524,4
dont :				
Part du Groupe		237,8	283,3	522,7
Part des intérêts minoritaires		0,5	0,9	1,7

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession").

(**) Aux dates de clôture, les titres disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur. En l'absence d'indication objective de dépréciation, ces variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres.

(***) Les variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (couverture de taux) sont comptabilisées en capitaux propres pour la part efficace de la couverture. Les gains et pertes accumulés en capitaux propres sont rapportés en résultat au moment où le flux de trésorerie couvert affecte le résultat.

● Bilan consolidé actif

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2009	30 juin 2008 (*)	31 décembre 2008
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	E.1.1	10 857,0	10 906,6	10 889,4
Autres immobilisations incorporelles		24,9	22,8	24,6
Immobilisations corporelles	E.2	727,2	737,0	743,4
Participations dans les entreprises associées		5,9	2,3	6,4
Autres actifs financiers non courants	E.3	10,0	14,4	9,2
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	E.8	99,0	28,4	90,3
Total actifs non courants		11 724,0	11 711,5	11 763,3
Actifs courants				
Stocks et travaux en cours	E.7.1	11,3	12,6	11,7
Clients et autres créances d'exploitation	E.7.1	301,3	311,0	332,0
Autres actifs courants	E.7.1	5,2	6,6	35,7
Actifs d'impôt exigible			9,0	8,8
Actifs financiers courants		1,2		
Juste valeur des produits dérivés actifs courants	E.8	87,8	62,6	52,3
Actifs financiers de gestion de trésorerie	E.8	189,0	19,2	1,8
Disponibilités et équivalents de trésorerie	E.8	150,1	55,1	125,5
Total actifs courants		745,9	476,1	567,8
TOTAL ACTIFS		12 469,9	12 187,6	12 331,1

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession").

Bilan consolidé passif

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2009	30 juin 2008 (*)	31 décembre 2008
Capitaux propres				
Capital social		29,3	29,3	29,3
Primes liées au Capital			13,9	13,3
Réserves consolidées		257,7	2,8	(121,6)
Réserves de conversion				0,1
Résultat net – Part du Groupe		252,5	268,9	600,3
Résultat enregistré directement en capitaux propres	E.4.2	(69,1)	37,6	(54,4)
Capitaux propres – Part du Groupe		470,4	352,5	467,0
Intérêts minoritaires		3,0	3,8	4,0
Total capitaux propres		473,4	356,3	471,0
Passifs non courants				
Provisions non courantes	E.6	86,6	138,6	94,1
Emprunts obligataires	E.8	2 866,7	1 610,8	1 712,0
Autres emprunts et dettes financières	E.8	6 367,1	7 426,1	7 313,6
Juste valeur des produits dérivés passifs non courants	E.8	49,9	10,2	105,2
Autres passifs non courants		6,2	6,0	5,5
Impôts différés passifs non courants		195,6	118,1	209,4
Total passifs non courants		9 572,1	9 309,8	9 439,8
Passifs courants				
Provisions courantes	E.7.2	343,0	335,3	325,8
Fournisseurs	E.7.1	38,7	44,7	66,7
Juste valeur des produits dérivés passifs courants	E.8	48,3	13,5	46,0
Autres passifs courants	E.7.1	491,7	493,9	561,1
Passifs d'impôt exigible		46,5	12,3	9,1
Dettes financières courantes	E.8	1 456,2	1 621,8	1 411,6
Total passifs courants		2 424,4	2 521,5	2 420,3
TOTAL PASSIFS & CAPITAUX PROPRES		12 469,9	12 187,6	12 331,1

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession").

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008 (*)	Exercice 2008
Résultat net consolidé (y compris les intérêts minoritaires)	253,0	269,8	602,0
Dotations nettes aux amortissements	277,8	270,4	554,4
Dotations nettes aux provisions	(0,3)	(42,7)	(74,8)
Païement en actions (IFRS 2) et autres retraitements	(5,8)	(2,9)	(4,0)
Résultat sur cessions	(0,5)	1,9	2,6
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de change			(0,6)
Quote-part de résultat des entreprises associées, dividendes des sociétés non consolidées et résultat des activités en cours de cession	(1,0)	(0,4)	(1,7)
Coûts d'emprunt immobilisés	(11,2)	(4,6)	(18,6)
Coût de l'endettement financier net comptabilisé	244,7	267,2	546,2
Charges d'impôt (y compris impôts différés) comptabilisées	137,7	121,3	295,4
Capacité d'autofinancement avant coût de financement et impôts	894,4	880,0	1 900,9
Variations du BFR et des provisions courantes	24,7	5,7	(6,0)
Impôts payés	(95,2)	(119,3)	(179,1)
Intérêts financiers nets payés	(268,0)	(293,5)	(553,1)
Flux de trésorerie liés à l'activité I	555,9	472,9	1 162,7
Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles	(4,7)	(4,7)	(10,9)
Investissements en immobilisations du domaine concédé (net de subventions reçues)	(263,7)	(226,2)	(424,0)
Acquisition de titres de participation (consolidés et non consolidés)		(5,2)	(5,5)
Incidence nette des variations de périmètre			(2,6)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et non consolidées	1,5	0,2	0,2
Autres	(0,8)	(0,3)	(0,8)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements II	(267,7)	(236,2)	(443,6)
Dividendes payés			
- aux actionnaires d'ASF	(231,0)	(346,5)	(471,2)
- aux minoritaires des sociétés intégrées	(1,0)	(1,3)	(1,3)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	1 167,2	250,0	950,9
Remboursements d'emprunts	(141,7)	(316,3)	(788,7)
Variation des autres dettes financières		(1,8)	
Variation des lignes de crédit	(769,2)	155,0	(377,0)
Variation des actifs de gestion de trésorerie	(99,2)	10,0	11,4
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement III	(74,9)	(250,9)	(675,9)
Variation de la trésorerie nette I + II + III	213,3	(14,2)	43,2
Trésorerie nette à l'ouverture	125,5	77,1	77,1
Autres variations	(188,7)	(7,8)	5,2
Trésorerie nette à la clôture	150,1	55,1	125,5
Augmentation (diminution) des actifs financiers de gestion de trésorerie	99,2	(10,0)	(11,4)
(Émission) remboursement des emprunts	(1 025,5)	66,3	(162,2)
Variation des lignes de crédit	769,2	(155,0)	377,0
Autres variations	188,7	78,9	(95,0)
Variation de l'endettement net	56,2	(41,8)	156,8
Endettement net en début de période	(10 318,5)	(10 475,3)	(10 475,3)
Endettement net en fin de période	(10 262,3)	(10 517,1)	(10 318,5)

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession").

Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capitaux propres part du Groupe								
	Capital social	Primes liées au capital	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Résultat net	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Total	Minoritaires	Total
Capitaux propres 31/12/2007 retraités (*)	29,3	15,8	(117,0)		471,1	23,2	422,4	4,7	427,1
Résultat net de la période					268,9		268,9	0,9	269,8
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres						14,4	14,4		14,4
Résultat global de la période (a)					268,9	14,4	283,3	0,9	284,2
Affectation de résultat et dividendes distribués			124,6		(471,1)		(346,5)	(1,3)	(347,8)
Autres variations			(0,2)				(0,2)	0,1	(0,1)
Paiement en actions (IFRS 2)		(1,9)					(1,9)		(1,9)
Incidence des acquisitions de minoritaires postérieures à la prise de contrôle			(4,6)				(4,6)	(0,6)	(5,2)
Capitaux propres 30/06/2008 retraités (*)	29,3	13,9	2,8		268,9	37,6	352,5	3,8	356,3
Résultat net de la période					331,4		331,4	0,8	332,2
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres						(92,0)	(92,0)		(92,0)
Résultat global de la période (b)					331,4	(92,0)	239,4	0,8	240,2
dont Total Résultat global de l'exercice (a) + (b)					600,3	(77,6)	522,7	1,7	524,4
Affectation de résultat et dividendes distribués			(124,7)				(124,7)		(124,7)
Autres variations			0,2				0,2	(0,1)	0,1
Écarts de conversion				0,1			0,1		0,1
Paiements en actions (IFRS 2)		(0,6)					(0,6)		(0,6)
Incidence des acquisitions de minoritaires postérieures à la prise de contrôle			0,1				0,1	(0,5)	(0,4)
Capitaux propres 31/12/2008	29,3	13,3	(121,6)	0,1	600,3	(54,4)	467,0	4,0	471,0
Résultat net de la période					252,5		252,5	0,5	253,0
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres						(14,7)	(14,7)		(14,7)
Résultat global de la période					252,5	(14,7)	237,8	0,5	238,3
Affectation de résultat et dividendes distribués		(12,5)	381,8		(600,3)		(231,0)	(1,0)	(232,0)
Autres variations		(0,8)	1,3				0,5	(0,5)	
Écarts de conversion				(0,1)			(0,1)		(0,1)
Paiements en actions (IFRS 2)			(3,8)				(3,8)		(3,8)
Capitaux propres 30/06/2009	29,3		257,8		252,5	(69,1)	470,4	3,0	473,4

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession").

Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés

A.	Saisonnalité de l'activité	p. 20
B.	Principes comptables et méthodes d'évaluation	p. 20
	B.1. Principes généraux	p. 20
	B.2. Méthodes de consolidation	p. 25
	B.3. Règles et méthodes d'évaluation	p. 26
C.	Informations sectorielles	p. 27
D.	Notes relatives au compte de résultat	p. 28
	D.1. Chiffre d'affaires	p. 28
	D.2. Résultat opérationnel	p. 30
	D.3. Charges et produits financiers	p. 31
	D.4. Impôts sur les bénéfices	p. 31
	D.5. Résultat par action	p. 31
E.	Notes relatives au bilan	p. 32
	E.1. Immobilisations incorporelles du domaine concédé	p. 32
	E.2. Immobilisations corporelles	p. 33
	E.3. Autres actifs financiers non courants et Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	p. 34
	E.4. Capitaux propres (hors paiement en actions)	p. 34
	E.5. Paiement en actions	p. 35
	E.6. Provisions non courantes	p. 36
	E.7. Besoin en fonds de roulement et provisions courantes	p. 37
	E.8. Informations relatives à l'endettement financier net	p. 39
	E.9. Informations relatives à la gestion des risques financiers	p. 41
	E.10. Transactions avec les parties liées	p. 42
F.	Événements postérieurs à la clôture	p. 42
G.	Litiges et arbitrages	p. 43

A. Saisonnalité de l'activité

Statistiquement, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre est un peu plus faible que celui du second semestre de l'année en raison du niveau plus important du trafic constaté sur la période estivale. Au cours des derniers exercices il représentait environ 47 % du chiffre d'affaires de l'année. Le niveau du chiffre d'affaires et celui des résultats du premier semestre ne peuvent donc pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice.

L'impact des facteurs saisonniers n'a fait l'objet d'aucune correction sur les comptes semestriels du Groupe.

Les produits et charges des activités ordinaires que le Groupe perçoit ou supporte de façon saisonnière, cyclique ou

occasionnelle sont pris en compte selon des règles identiques à celles retenues pour la clôture annuelle. Ils ne sont ni anticipés, ni différés à la date de l'arrêté intermédiaire.

Les charges et produits facturés sur une base annuelle (ex. redevances de brevets, licences) sont pris en compte sur la base d'une estimation annuelle au prorata de la période écoulée.

Les risques nés dans le semestre, y compris ceux dont le dénouement est prévu au second semestre de l'exercice, sont provisionnés à la clôture de la période.

B. Principes comptables et méthodes d'évaluation

B.1. Principes généraux

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du Groupe au 30 juin 2009 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 27 août 2009. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Les principes comptables retenus pour la présentation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2009. Il est rappelé que le Groupe avait choisi d'appliquer par anticipation dès la clôture au 31 décembre 2008 l'interprétation IFRIC 12 "Traitement comptable des contrats de concession" (voir la note A.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession du rapport financier annuel consolidé 2008"), dont l'application deviendra obligatoire au 1^{er} janvier 2010.

Les principes comptables retenus sont les mêmes que ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels

pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, à l'exception des points présentés ci-dessous (voir note B.1.1 "Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2009").

B.1.1 Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2009

B.1.1.1 Normes entraînant un changement de présentation

Le Groupe a appliqué les normes suivantes qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. Ces normes affectent uniquement le format et l'étendue des informations présentées dans les comptes.

IAS 1 révisée "Présentation des états financiers"

Selon IAS 1 révisée, les mouvements comptabilisés en capitaux propres (tels que les écarts de conversion et les variations de juste valeur des instruments financiers n'affectant pas le résultat net) doivent être séparés des transactions avec ou entre les actionnaires. Un nouvel état "État du résultat global"

repreuant ces éléments est désormais intégré dans les états financiers consolidés.

Conformément à l'option laissée par IAS 1 révisée, le Groupe a choisi de présenter l'état du résultat global de façon séparée du compte de résultat consolidé, en commençant par le résultat net (y compris intérêts minoritaires) et en détaillant les autres éléments du résultat global.

IFRS 8 "Secteurs opérationnels"

Cette norme se substitue à la norme IAS 14 "Information sectorielle". L'objectif de cette nouvelle norme est d'harmoniser l'information sectorielle publiée avec le reporting interne.

Il est rappelé que le Groupe ASF est géré en un seul segment d'activité (voir note C. "Information sectorielle").

L'application d'IFRS 8 est donc sans incidence sur l'information présentée.

B.1.1.2 Autres normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2009

- Amendements de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS publiée en mai 2008.
- IFRS 2 amendée "Conditions d'acquisition des droits et annulations".
- IAS 32 et IAS 1 amendées "Instruments financiers remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation".
- IFRIC 16 "Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger".
- IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts".
- IFRS 1 et IAS 27 révisées "Coût d'un investissement dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entreprise associée".
- IFRIC 13 "Programmes de fidélisations clients".

L'application de ces normes ou interprétations n'a pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe ASF au 30 juin 2009. S'agissant d'IAS 23 révisée, le Groupe ASF avait déjà choisi dès le passage aux IFRS d'appliquer la capitalisation des intérêts intercalaires en immobilisations imposée par cette nouvelle norme.

B.1.2 Normes et interprétations applicables postérieurement au 30 juin 2009

B.1.2.1 Normes et interprétations applicables à partir du 1^{er} janvier 2009 et non encore adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2009

La norme et l'interprétation suivantes seront d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 dès lors qu'elles auront été approuvées par l'Union européenne :

- IFRIC 15 "Accords pour la construction d'un bien immobilier";
- IFRS 7 amendée "Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers".

Elles n'ont pas été appliquées aux comptes du 1^{er} semestre 2009. Le Groupe ASF ne s'attend pas à ce que leur application ait un impact significatif sur ses comptes.

B.1.2.2 Normes et interprétations non appliquées par anticipation

À l'exception d'IFRIC 12 "Concessions de services publics" qui a été appliquée par anticipation au 31 décembre 2008, le Groupe ASF n'a pas anticipé les nouvelles normes et interprétations évoquées ci-dessous dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2009 :

- IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises (phase 2)";
- IAS 27 amendée "États financiers consolidés et individuels";
- IAS 39 amendée "Éléments éligibles à la couverture";
- IFRIC 17 "Distribution en nature aux actionnaires";
- IFRIC 18 "Transferts d'actifs des clients";
- IAS 39 et IFRIC 9 amendées "Dérivés incorporés";
- IFRS 5 amendée et autres amendements de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS publiée en avril 2009.

Le Groupe ASF mène actuellement une analyse sur les impacts et les conséquences pratiques de l'application de ces normes et interprétations.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 27 août 2009.

B.1.3 Incidence sur les informations comparatives au 30 juin 2008 des changements de méthode appliqués au 31 décembre 2008

B.1.3.1 IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession

L'interprétation IFRIC 12, publiée en novembre 2006, a été adoptée par les membres de l'Accounting Regulatory Committee (ARC) le 6 novembre 2008 et a fait l'objet d'une ratification par la Commission Européenne le 25 mars 2009. Considérant que cette interprétation permettait de fournir une meilleure information financière, le Groupe ASF a choisi d'en

appliquer les principes dès la clôture du 31 décembre 2008. Conformément aux dispositions d'IAS 8, ce changement de méthode est appliqué rétrospectivement. Les données comparatives présentées au 30 juin 2008 ont donc été retraitées.

Les changements de méthode introduits par l'application d'IFRIC 12 dans les comptes consolidés du Groupe sont décrits en note A.1.3 "Changement de méthode IFRIC 12 : traitement comptable des contrats de concession" du rapport financier annuel consolidé 2008. Les principes comptables sont précisés dans la note A.1.3.1 "Traitement comptable des contrats de concession" de ce même document.

Compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2008 publié	Impact IFRIC 12	Notes	1 ^{er} semestre 2008 retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 362,8	161,4	(1)	1 524,2
Produits des activités annexes	3,5			3,5
Charges opérationnelles	(705,0)	(164,5)	(2)	(869,5)
Résultat opérationnel sur activité	661,3	(3,1)		658,2
Païement en actions (IFRS 2)	(2,1)			(2,1)
Résultats des entreprises associées	0,2			0,2
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	659,4	(3,1)		656,3
Coût de l'endettement financier brut	(269,5)			(269,5)
Produits financiers des placements de trésorerie	2,3			2,3
Coût de l'endettement financier net	(267,2)			(267,2)
Autres produits financiers	6,4			6,4
Autres charges financières	(5,8)	1,4	(3)	(4,4)
Impôts sur les bénéfices	(121,9)	0,6		(121,3)
RÉSULTAT NET	270,9	(1,1)		269,8
Résultat net – Part des intérêts minoritaires	0,9			0,9
Résultat net – Part du Groupe	270,0	(1,1)		268,9
Résultat net par action part du Groupe				
Résultat net par action <i>(en euros)</i>	1,169	(0,005)		1,164
Résultat net dilué par action <i>(en euros)</i>	1,169	(0,005)		1,164

(1) L'impact IFRIC 12 sur le chiffre d'affaires comprend essentiellement le chiffre d'affaires des travaux confiés par les sociétés ASF et Escota à des entreprises tierces au titre de la conception et de la construction de nouvelles infrastructures.

(2) L'impact IFRIC 12 sur les charges opérationnelles comprend notamment les coûts de construction engagés pour la réalisation des ouvrages concédés dont 96,4 millions d'euros pour ASF et 68,1 millions d'euros pour Escota et la dotation à la provision pour maintien en l'état de l'actif concédé.

(3) L'impact IFRIC 12 sur les autres produits et charges financiers correspond à l'actualisation des provisions pour maintien en état des ouvrages concédés.

Bilan consolidé

(en millions d'euros)	30 juin 2008			30 juin 2008 retraité
	30 juin 2008 publié	Impact FRIC 12 et BEI	Notes	
ACTIF				
Autres immobilisations incorporelles	22,8			22,8
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	11 495,0	(588,4)	(1)	10 906,6
Immobilisations corporelles	112,0	625,0	(2)	737,0
Participations dans les entreprises associées	2,3			2,3
Autres actifs financiers non courants	14,4			14,4
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	28,4			28,4
Total actifs non courants	11 674,9	36,6		11 711,5
Stocks et travaux en cours	12,6			12,6
Clients et autres créances d'exploitation	311,0			311,0
Autres actifs courants	6,6			6,6
Actifs d'impôt exigible	9,0			9,0
Juste valeur des produits dérivés actifs courants	62,6			62,6
Actifs financiers de gestion de trésorerie	19,2			19,2
Disponibilités et équivalents de trésorerie	55,1			55,1
Total actifs courants	476,1			476,1
TOTAL ACTIFS	12 151,0	36,6		12 187,6
PASSIF				
Capitaux propres				
Capital social	29,3			29,3
Primes liées au Capital	13,9			13,9
Réserves consolidées	114,6	(111,8)		2,8
Résultat net – Part du Groupe	270,0	(1,1)		268,9
Résultat enregistré directement en capitaux propres	37,6			37,6
Capitaux propres – Part du Groupe	465,4	(112,9)		352,5
Intérêts minoritaires	3,8			3,8
Total capitaux propres	469,2	(112,9)		356,3
Passifs non courants				
Provisions non courantes	183,3	(44,7)		138,6
Emprunts obligataires	1 610,8			1 610,8
Autres emprunts et dettes financières	7 444,9	(18,8)	(3)	7 426,1
Juste valeur des produits dérivés passifs non courants	10,2			10,2
Autres passifs non courants	6,0			6,0
Impôts différés passifs non courants	177,4	(59,3)		118,1
Total passifs non courants	9 432,6	(122,8)		9 309,8
Passifs courants				
Provisions courantes	63,0	272,3	(4)	335,3
Fournisseurs	44,7			44,7
Juste valeur des produits dérivés passifs courants	13,5			13,5
Autres passifs courants	493,9			493,9
Passifs d'impôt exigible	12,3			12,3
Dettes financières courantes	1 621,8			1 621,8
Total passifs courants	2 249,2	272,3		2 521,5
TOTAL PASSIFS & CAPITAUX PROPRES	12 151,0	36,6		12 187,6

(1) L'impact IFRIC 12 sur les immobilisations incorporelles du domaine concédé (voir note (2)) concerne au 30 juin 2008 ASF pour - 494,2 millions d'euros et Escota pour - 75,4 millions d'euros.

L'impact du traitement des emprunts à taux bonifiés (BEI) sur les immobilisations incorporelles du domaine concédé (voir note B.1.3.2 "Traitement des emprunts à taux bonifiés") concerne ASF au 30 juin 2008 pour - 18,8 millions d'euros.

(2) L'impact IFRIC 12 sur les immobilisations corporelles concerne le reclassement des immobilisations d'exploitation du domaine concédé qui ne sont pas contrôlées par le concédant mais qui concourent à la réalisation du service public.

(3) L'impact du traitement des emprunts à taux bonifiés (BEI) sur les immobilisations incorporelles du domaine concédé (voir note B.1.3.2 "Traitement des emprunts à taux bonifiés") concerne ASF au 30 juin 2008 pour - 18,8 millions d'euros.

(4) Les retraitements sur les provisions courantes de l'IFRIC 12 concernent les provisions pour obligation de maintien en état de l'ouvrage concédé qui traduisent les obligations de renouvellement et de maintenance des infrastructures.

Tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2008 publié	IFRIC 12 et BEI	Notes	1 ^{er} semestre 2008 retraité
Résultat net consolidé (y compris les intérêts minoritaires)	270,9	(1,1)		269,8
Dotations nettes aux amortissements	274,5	(4,1)		270,4
Dotations nettes aux provisions	(43,9)	1,2		(42,7)
Païement en actions (IFRS 2) et autres retraitements	(3,0)	0,1		(2,9)
Résultat sur cessions	1,9			1,9
Quote-part de résultat des entreprises associées, dividendes des sociétés non consolidées et résultat des activités en cours de cession	(0,4)			(0,4)
Coûts d'emprunt immobilisés	(4,6)			(4,6)
Coût de l'endettement financier net comptabilisé	267,2			267,2
Charges d'impôt (y compris impôts différés) comptabilisées	121,9	(0,6)		121,3
Capacité d'autofinancement avant coût de financement et impôts	884,5	(4,5)		880,0
Variations du BFR et des provisions courantes	1,2	4,5		5,7
Impôts payés	(119,3)			(119,3)
Intérêts financiers nets payés	(293,5)			(293,5)
Flux de trésorerie liés à l'activité	I	472,9		472,9
Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles	(4,7)			(4,7)
Cession des immobilisations corporelles et incorporelles				
Investissements en immobilisations du domaine concédé (net de subventions reçues)	(226,2)			(226,2)
Acquisition de titres de participation (consolidés et non consolidés)	(5,2)			(5,2)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et non consolidées	0,2			0,2
Autres	(0,3)			(0,3)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	II	(236,2)		(236,2)
Dividendes payés				
- aux actionnaires d'ASF	(346,5)			(346,5)
- aux minoritaires des sociétés intégrées	(1,3)			(1,3)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	250,0			250,0
Remboursements d'emprunts	(316,3)			(316,3)
Variation des autres dettes financières	(1,8)			(1,8)
Variation des lignes de crédit	155,0			155,0
Variation des actifs de gestion de trésorerie	10,0			10,0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	III	(250,9)		(250,9)
Variation de la trésorerie nette	I + II + III	(14,2)		(14,2)
Trésorerie nette à l'ouverture	77,1			77,1
Autres variations	(7,8)			(7,8)
Trésorerie nette à la clôture	55,1			55,1
Augmentation (diminution) des actifs financiers de gestion de trésorerie	(10,0)			(10,0)
(Émission) remboursement des emprunts	66,3			66,3
Variation des lignes de crédit	(155,0)			(155,0)
Autres variations	60,1	18,8	(1)	78,9
Variation de l'endettement net	(60,6)	18,8		(41,8)
Endettement net en début de période	(10 475,3)			(10 475,3)
Endettement net en fin de période	(10 535,9)	18,8		(10 517,1)

(1) L'impact du traitement des emprunts à taux bonifiés (BEI) sur les immobilisations incorporelles du domaine concédé (voir note B.1.3.2 "Traitement des emprunts bonifiés") concerne ASF au 30 juin 2008 pour 18,8 millions d'euros.

B.1.3.2 Traitement des emprunts à taux bonifiés

Les amendements issus du processus annuel d'amélioration des normes IFRS ont été adoptés par l'Union européenne au cours du 1^{er} trimestre 2009. Le Groupe ASF avait choisi au 31 décembre 2008 d'appliquer par anticipation l'amendement de la norme IAS 20 qui précise le traitement des prêts à taux bonifiés accordés par certains organismes publics (cas des emprunts accordés par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) dans le cadre de financement de projets en concession). L'avantage économique qui résulte de la pratique d'un taux sensiblement inférieur au taux du marché est désormais considéré comme une subvention publique qui est portée

en diminution des investissements réalisés à ce titre. Elle se traduit par une diminution corrélative des emprunts concernés dont la charge d'intérêt sera comptabilisée sur la base du taux d'intérêt aux conditions de marché.

Ce changement de méthode a été appliqué de manière prospective aux emprunts à taux bonifiés émis au cours de l'exercice 2008. L'impact sur l'ensemble de l'exercice 2008 est présenté en note A.1.2 "Changement de présentation : traitement des emprunts à taux bonifiés" du rapport financier annuel consolidé 2008.

Les données comparatives au 30 juin 2008 ont donc été retraitées et sont présentées dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Subventions	18,0	18,8
Emprunts	(17,4)	(18,8)

Les impacts sur le compte de résultat consolidé sont considérés comme non significatifs.

B.2. Méthodes de consolidation**B.2.1 Périmètre de consolidation**

Les sociétés dont ASF détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote permettant le contrôle sont consolidées par intégration globale. Cela concerne la société Escota et, depuis le 1^{er} janvier 2008 :

- la société Radio Trafic FM (RTFM) ;
- la société Jamaïcan Infrastructure Operator (JIO) ;
- la société Truck Etape ;
- et la société Openly.

(Voir note A.2.1 "Périmètre de consolidation" du rapport financier annuel consolidé de 2008).

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Cela concerne les actions détenues dans la société Transjamaïcan Highway et, depuis le 1^{er} janvier 2008, les actions détenues dans la société Axxès (voir note A.2.1 "Périmètre de consolidation" du rapport financier annuel consolidé de 2008).

Le périmètre de consolidation n'a pas évolué depuis le 1^{er} janvier 2009 :

(en nombre de sociétés)	30/06/2009			31/12/2008			30/06/2008		
	Total	France	Étranger	Total	France	Étranger	Total	France	Étranger
Intégration globale	6	5	1	6	5	1	2	2	
Mise en équivalence	2	1	1	2	1	1	1		1
Total	8	6	2	8	6	2	3	2	1

B.2.2 Opérations intra-groupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales ;
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

B.2.3 Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés correspond à la monnaie du pays concerné.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis au cours de clôture pour les éléments de bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultat. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées.

B.2.4 Opérations en monnaies étrangères

Les opérations en monnaie étrangère sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d'opération. À la clôture de la période, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros au cours de change de clôture de l'exercice. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits financiers et autres charges financières au compte de résultat.

Les pertes et gains de change sur les emprunts libellés en monnaies étrangères ou sur les produits dérivés de change utilisés à des fins de financement long terme (dont le remboursement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible) ou de couverture des participations dans les filiales étrangères, sont enregistrés dans la rubrique des écarts de conversion dans les capitaux propres.

B.2.5 Transactions entre actionnaires, acquisitions et cessions d'intérêts minoritaires postérieures à la prise de contrôle

Les acquisitions ou cessions d'intérêts minoritaires, sans changement de contrôle, sont considérées comme des transactions avec les actionnaires du Groupe. En vertu de cette approche, la différence entre le prix payé pour augmenter le pourcentage d'intérêt dans des entités déjà contrôlées et la quote-part complémentaire de capitaux propres ainsi acquise est enregistrée en capitaux propres du Groupe. De la même manière, une baisse du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité restant contrôlée est traitée comptablement comme une opération de capitaux propres, sans impact sur le résultat.

B.3. Règles et méthodes d'évaluation

B.3.1 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

L'exercice 2008 et le 1^{er} semestre 2009 ont été marqués par une crise économique et financière dont l'ampleur et la durée au-delà du 30 juin 2009 ne peuvent être anticipées avec précision. Les comptes consolidés de l'exercice 2008 et du 1^{er} semestre 2009 ont été établis par référence à cet environnement immédiat, notamment pour les estimations présentées ci-dessous.

Le recours à des estimations concerne notamment les éléments suivants :

- valorisation des paiements en actions (charge IFRS 2) ;
- évaluations des engagements de retraite ;

- évaluations des provisions ;
- détermination des taux d'actualisation retenus pour mettre en œuvre les tests de dépréciation d'actifs (IAS 36) et pour actualiser les provisions (IAS 37) et les avantages au personnel (IAS 19) ;
- valorisation des instruments financiers à la juste valeur.

Ces estimations et hypothèses sont détaillées dans le rapport financier annuel consolidé 2008.

B.3.2 Règles et méthodes d'évaluation spécifiques appliquées par le Groupe dans le cadre des arrêtés semestriels

B.3.2.1 Évaluation de la charge d'impôt

La charge d'impôt du premier semestre est déterminée en appliquant au résultat avant impôt le taux d'impôt effectif de

l'ensemble du Groupe estimé pour l'exercice 2008 (y compris la fiscalité différée). Ce taux est, le cas échéant, ajusté des incidences fiscales liées aux éléments à caractère exceptionnel de la période.

B.3.2.2 Engagements de retraites

Il n'est pas effectué de calcul actuariel à la clôture des comptes consolidés intermédiaires résumés. La charge du semestre au titre des engagements de retraites est égale à la moitié de la charge calculée au titre de 2009 sur la base des hypothèses actuarielles au 31 décembre 2008, ajustée le cas échéant des variations significatives des hypothèses de marché (actualisation, inflation et rendement des actifs), et de la comptabilisation des réductions de régime (curtailment, settlements) conformément à IAS 19.

C. Informations sectorielles

Le Groupe ASF est géré en un seul segment d'activité, l'activité de perception du péage à laquelle sont rattachées les redevances annexes (d'installations commerciales, de

locations de mise à disposition de fibres optiques, de stations de télécommunications, d'emplacements de parking PL).

D. Notes relatives au compte de résultat

D.1. Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008 (*)	Variation 2009/2008	Exercice 2008
Chiffre d'affaires péages	1 333,6	1 335,5	(0,1 %)	2 823,0
Redevances des installations commerciales	18,4	18,5	(0,5 %)	40,0
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	11,0	8,8	25,0 %	31,8
Chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures en concession	1 363,0	1 362,8	0,01 %	2 894,8
Chiffre d'affaires réalisé par les sociétés concessionnaires pour la construction de nouvelles infrastructures	179,2	161,4	11,0 %	344,5
Chiffre d'affaires	1 542,2	1 524,2	1,2 %	3 239,3

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession").

La ventilation du Chiffre d'affaires en France et à l'Étranger et par société du Groupe est la suivante :

1^{er} semestre 2009

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires réalisé en France						à l'Étranger		Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2009
	ASF	Escota	RTFM	Truck Etape	Openly	Total	Jamaican Infrastructure Operator		
Chiffre d'affaires péages	1 049,3	284,3				1 333,6		1 333,6	
Redevances des installations commerciales	15,5	2,9				18,4		18,4	
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	5,4	1,5	0,8	0,1	0,8	8,6	2,4	11,0	
Chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures en concession	1 070,2	288,7	0,8	0,1	0,8	1 360,6	2,4	1 363,0	
Part dans le Chiffre d'affaires réalisé en France	78,7 %	21,2 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	100,0 %			
Part dans le Chiffre d'affaires Total	78,5 %	21,2 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	99,8 %	0,2 %	100,0 %	
Chiffre d'affaires réalisé par les sociétés concessionnaires pour la construction de nouvelles infrastructures	119,0	60,2				179,2		179,2	
Chiffre d'affaires	1 189,2	348,9	0,8	0,1	0,8	1 539,8	2,4	1 542,2	

1^{er} semestre 2008 (*)

L'intégration dans le périmètre de consolidation du Groupe ASF des sociétés RTFM, Truck Etape, Openly et Jamaïcan Infrastructure Operator a été effectuée au 31 décembre 2008 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008.

Les comptes consolidés du Groupe ASF pour le 1^{er} semestre 2008 n'intégraient pas encore ces nouvelles sociétés.

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires réalisé en France			à l'Étranger	Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2008
	ASF	Escota	Total		
Chiffre d'affaires péages	1 053,9	281,6	1 335,5		1 335,5
Redevances des installations commerciales	15,5	3,0	18,5		18,5
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	7,3	1,5	8,8		8,8
Chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures en concession	1 076,7	286,1	1 362,8		1 362,8
Part dans le Chiffre d'affaires réalisé en France	79,0 %	21,0 %	100,0 %		
Part dans le Chiffre d'affaires Total	79,0 %	21,0 %	100,0 %		100,0 %
Chiffre d'affaires réalisé par les sociétés concessionnaires pour la construction de nouvelles infrastructures (*)	94,1	67,3	161,4		161,4
Chiffre d'affaires	1 170,8	353,4	1 524,2		1 524,2

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession").

Exercice 2008

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires réalisé en France						à l'Étranger Jamaïcan Infrastructure Operator	Chiffre d'affaires Exercice 2008
	ASF	Escota	RTFM	Truck Etape	Openly	Total		
Chiffre d'affaires péages	2 241,5	581,5				2 823,0		2 823,0
Redevances des installations commerciales	33,7	6,3				40,0		40,0
Redevances de fibres optiques, de télécommunications et autres	18,7	2,9	3,0	0,3	2,2	27,2	4,6	31,8
Chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures en concession	2 293,9	590,7	3,0	0,3	2,2	2 890,2	4,6	2 894,8
Part dans le Chiffre d'affaires réalisé en France	79,4 %	20,4 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	100,0 %		
Part dans le Chiffre d'affaires Total	79,2 %	20,4 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	99,8 %	0,2 %	100,0 %
Chiffre d'affaires réalisé par les sociétés concessionnaires pour la construction de nouvelles infrastructures	204,9	139,6				344,5		344,5
Chiffre d'affaires	2 498,8	730,3	3,0	0,3	2,2	3 234,7	4,6	3 239,3

D.2. Résultat opérationnel

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008 (*)	Exercice 2008
Chiffres d'affaires	1 542,2	1 524,2	3 239,3
dont :			
Chiffre d'affaires – hors construction de nouvelles infrastructures en concession	1 363,0	1 362,8	2 894,8
Chiffre d'affaires réalisé par les sociétés concessionnaires pour la construction de nouvelles infrastructures	179,2	161,4	344,5
Produits des activités annexes	2,9	3,5	6,4
Achats consommés	(13,8)	(14,8)	(29,5)
Services extérieurs	(69,9)	(71,8)	(187,2)
Personnel intérimaire	(1,9)	(2,4)	(5,7)
Sous-traitance	(5,0)	(3,8)	(8,8)
Charges de construction	(179,2)	(161,4)	(344,5)
Impôts et taxes	(184,8)	(184,5)	(383,1)
Charges de personnel	(183,7)	(199,2)	(380,8)
Autres produits et charges	2,6		0,4
Amortissements (**)	(277,8)	(270,4)	(547,3)
Dotations nettes aux provisions (***)	3,9	38,8	85,8
Charges opérationnelles (avant éléments non récurrents et IFRS 2)	(909,6)	(869,5)	(1 800,7)
Résultat opérationnel sur activité	635,5	658,2	1 445,0
Paieement en actions (IFRS 2)	(0,8)	(2,1)	(6,4)
Résultats des entreprises associées	0,4	0,2	1,5
Résultat opérationnel	635,1	656,3	1 440,1

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession").

(**) Nets de la quote-part de reprises d'amortissement rattachées aux subventions d'investissement.

(***) Constituées des dotations et reprises au titre des provisions non courantes (voir note E.6.2 "Autres provisions non courantes") et des provisions courantes (voir note E.7.2. "Analyse des provisions courantes").

Le résultat opérationnel sur activité correspond à la mesure de la performance opérationnelle du Groupe avant effets des paiements en actions (IFRS 2) et du résultat des entreprises associées.

Il ressort à 635,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009, en baisse de 3,5 % par rapport au 1^{er} semestre 2008 (658,2 millions d'euros) (respectivement 46,6 % et 48,3 % du chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures).

Le résultat opérationnel, après prise en compte des charges sur paiements en actions et du résultat des entreprises associées, s'élève à 635,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 656,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008 (respectivement 46,6 % et 48,2 % du chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures), soit une baisse de 3,2 %.

La charge de paiement en actions relative aux avantages accordés aux salariés a été évaluée à 0,8 million d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 2,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008 (voir note E.5 "Paieement en actions").

D.3. Charges et produits financiers

La présentation des charges et produits financiers se ventile de la façon suivante :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008 (*)	Exercice 2008
Coût de l'endettement financier brut	(246,4)	(269,5)	(556,3)
Produits financiers des placements de trésorerie	1,7	2,3	10,1
Coût de l'endettement financier net	(244,7)	(267,2)	(546,2)
Autres produits financiers	11,8	6,4	21,1
Autres charges financières	(11,5)	(4,4)	(17,6)
Autres charges et produits financiers	0,3	2,0	3,5

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession").

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 244,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 267,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008.

Les autres charges et produits financiers font ressortir un produit net de 0,3 million d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre un produit de 2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008.

Les autres produits financiers intègrent notamment les coûts d'emprunts immobilisés sur les ouvrages du domaine concédé en cours de construction pour 11,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 4,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008.

Les autres charges financières comprennent notamment des coûts d'actualisation pour 11,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 3,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008.

D.4. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt s'élève à 137,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009, contre 121,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008.

Le taux effectif d'impôt est de 35,3 % sur le 1^{er} semestre 2009.

D.5. Résultat par action

Le nombre d'actions de la société est resté fixé à 230 978 001 depuis 2002. La société n'a pas acheté ses propres actions. Enfin, la société n'a émis aucun instrument susceptible de donner droit à des actions. Il en résulte que le nombre d'actions pondéré à prendre en considération pour le calcul au 1^{er} semestre 2009 comme en 2008 du résultat par action tant de base que dilué est de 230 978 001. Le résultat de base par action est identique au résultat dilué par action.

E. Notes relatives au bilan

E.1. Immobilisations incorporelles du domaine concédé

E.1.1 Ventilation des immobilisations incorporelles du domaine concédé

<i>(en millions d'euros)</i>	Coûts des infrastructures	Avances et Encours	Subventions d'investissements	Total
Valeur brute				
Au 1^{er} janvier 2008 (*)	15 720,1	725,8	(224,1)	16 221,8
Acquisitions de l'exercice	76,9	286,2	(2,8)	360,3
Sorties de l'exercice	(1,4)			(1,4)
Autres mouvements	492,7	(476,8)	(51,1)	(35,2)
Au 31/12/2008	16 288,3	535,2	(278,0)	16 545,5
Acquisitions de l'exercice	21,2	169,3		190,5
Sorties de l'exercice	(0,6)			(0,6)
Autres mouvements	44,2	(40,0)		4,2
Au 30/06/2009	16 353,1	664,5	(278,0)	16 739,6
Amortissements				
Au 1^{er} janvier 2008 (*)	5 296,3		(82,7)	5 213,6
Amortissements de la période	451,8		(6,9)	444,9
Sorties de l'exercice	(0,3)			(0,3)
Autres mouvements	(2,1)			(2,1)
Au 31/12/2008	5 745,7		(89,6)	5 656,1
Amortissements de la période	230,3		(3,8)	226,5
Sorties de l'exercice				
Autres mouvements				
Au 30/06/2009	5 976,0		(93,4)	5 882,6
Valeur nette				
Au 1^{er} janvier 2008 (*)	10 423,8	725,8	(141,4)	11 008,2
Au 31/12/2008	10 542,6	535,2	(188,4)	10 889,4
Au 30/06/2009	10 377,1	664,5	(184,6)	10 857,0

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession").

Les investissements du 1^{er} semestre 2009 dans les nouveaux projets en concession par le Groupe ASF s'élevèrent à 190,5 millions d'euros (contre 360,3 millions d'euros pour l'année 2008).

Les coûts d'emprunts incorporés au 1^{er} semestre 2009 dans le coût des immobilisations du domaine concédé avant leur

mise en service s'élevèrent à 11,2 millions d'euros (contre 18,6 millions d'euros pour l'année 2008).

Les immobilisations en cours du domaine concédé s'élevèrent à 664,5 millions d'euros au 30 juin 2009 (contre 535,2 millions d'euros au 31 décembre 2008).

E.1.2 Engagements donnés au titre des contrats de concession

Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement :

Dans le cadre des contrats de concession qu'elles ont conclus, ASF et Escota se sont engagées à réaliser certains investissements d'infrastructure qu'elles sont destinées à exploiter, en tant que sociétés concessionnaires. Les actifs correspondants s'analysent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2009
ASF	3 077,1
dont Lyon Balbigny	1 249,5
Escota	438,1
Total	3 515,2

Ces montants ne comprennent pas les travaux de maintenance des infrastructures concédées.

Les investissements du Groupe sont financés par tirage sur les lignes de crédit disponibles, par souscription de nouveaux emprunts auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) ou par émission sur le marché obligataire.

La section de l'autoroute A89 reliant Balbigny à la Tour de Salvagny avait fait l'objet d'un recours formulé par deux associations qui demandaient au Conseil d'État de résilier l'avenant n° 11 au contrat de concession ASF. La situation actuelle de ce litige est décrite en note G "Litiges et arbitrages".

E.2. Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	Immobilisations corporelles du domaine concédé	Avances et encours sur Immobilisations corporelles du domaine concédé	Subventions d'investissements sur immobilisations corporelles du domaine concédé	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute					
Au 1 ^{er} janvier 2008 (*)	1 790,2	70,7	(44,4)		1 816,5
Au 31/12/2008	1 808,8	96,4	(5,1)	10,5	1 910,6
Au 30/06/2009	1 836,7	91,7	(5,1)	10,4	1 933,7
Amortissements					
Au 1 ^{er} janvier 2008 (*)	1 115,0		(4,7)		1 110,3
Au 31/12/2008	1 170,0		(4,9)	2,1	1 167,2
Au 30/06/2009	1 209,2		(4,9)	2,2	1 206,5
Valeur nette					
Au 1 ^{er} janvier 2008 (*)	675,2	70,7	(39,7)		706,2
Au 31/12/2008	638,8	96,4	(0,2)	8,4	743,4
Au 30/06/2009	627,5	91,7	(0,2)	8,2	727,2

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession").

Les immobilisations corporelles comprennent des immobilisations en cours non mises en service pour 91,7 millions d'euros au 30 juin 2009 (contre 96,4 millions d'euros au 31 décembre 2008).

E.3. Autres actifs financiers non courants et Juste valeur des produits dérivés actifs non courants

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Titres de participation évalués à la juste valeur	3,9	3,3
Titres de participation non cotés	0,7	0,6
Actifs disponibles à la vente nets	4,6	3,9
Prêts et créances au coût amorti	5,4	5,3
Autres actifs financiers non courants	10,0	9,2
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants (*)	99,0	90,3
Total	109,0	99,5

(*) Voir note E. 9 "Informations relatives à la gestion des risques financiers".

Les actifs disponibles à la vente s'élevèrent à 4,6 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 3,9 millions d'euros au 31 décembre 2008. Ils concernent des titres de participations cotés pour 3,9 millions d'euros et des titres de participation non cotés pour 0,7 million d'euros dans les filiales dont les données financières sont inférieures aux seuils de consolidation retenus par le Groupe.

Les prêts et créances, évalués au coût amorti, s'élevèrent à 5,4 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 5,3 millions d'euros au 31 décembre 2008. Ils comprennent principalement des prêts correspondant à la participation des sociétés à l'effort construction.

E.4. Capitaux propres (hors paiement en actions)

E.4.1 Actions

Le nombre d'actions de la société est resté fixé à 230 978 001 depuis 2002 (voir note D.5 "Résultat par action").

E.4.2 Éléments constatés directement en capitaux propres

Les tableaux suivants détaillent par nature d'instruments financiers les mouvements sur ces éléments après impôts :

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Actifs financiers disponibles à la vente		
Réserve à l'ouverture		2,2
Variations de juste valeur de la période	0,6	(2,2)
Réserve de clôture	0,6	
Couverture de flux de trésorerie		
Réserve à l'ouverture	(82,9)	33,1
Variations de juste valeur de la période	(23,2)	(115,4)
Éléments de juste valeur constatés en résultat		(0,6)
Réserve de clôture	(106,1)	(82,9)

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Total des éléments constatés directement en capitaux propres		
Réserve brute	(105,5)	(82,9)
Effet impôt associé	36,4	28,5
Réserve nette d'impôt	(69,1)	(54,4)

Les variations de juste valeur relatives aux opérations de couverture de flux de trésorerie inscrites en capitaux propres concernent principalement la couverture d'émissions d'emprunts futurs (swaps de taux d'intérêts à départ décalé). Ces opérations sont décrites en note C.16.1.3 "Description de la couverture de flux de trésorerie" du rapport financier annuel consolidé 2008.

Au total, l'impôt associé aux éléments directement comptabilisés en capitaux propres a une incidence positive de 7,9 millions d'euros au cours du 1^{er} semestre 2009 (contre une incidence positive de 40,6 millions d'euros en 2008).

E.4.3 Dividendes

ASF a procédé au versement en mai 2009 d'un dividende 230,98 millions d'euros correspondant au solde des réserves et du résultat distribuables.

Les dividendes versés au titre des exercices 2008 et 2007 s'analysent de la façon suivante :

	2008	2007
Acompte sur dividende (versé en septembre 2008 au titre de 2008) (versé en septembre 2007 au titre de 2007)		
Montant (en millions d'euros) (I)	124,7	103,9
Par action en euros	0,54	0,45
Solde du dividende distribué (versé en mai 2008 au titre de 2007) (versé en mai 2009 au titre de 2008)		
Montant (en millions d'euros) (II)	231,0	346,5
Par action en euros	1,00	1,50
Dividende net global attribué à chaque action		
Montant (en millions d'euros) (I) + (II)	355,7	450,4
Par action en euros	1,54	1,95

E.4.4 Intérêts minoritaires

Aucune acquisition d'intérêts minoritaires n'a eu lieu au cours du 1^{er} semestre 2009.

31 décembre 2008 dont 3,2 millions d'euros au titre du Plan d'épargne groupe.

E.5. Paiement en actions

E.5.1 Avantages en actions consentis par VINCI aux salariés du Groupe ASF

Depuis l'acquisition du Groupe ASF par VINCI au mois de mars 2006, les salariés d'ASF et d'Escota bénéficient de plans d'options d'achat, de plans d'actions gratuites et du Plan d'épargne groupe octroyés par la société mère VINCI.

La charge globale comptabilisée au cours du 1^{er} semestre 2009 au titre des paiements en actions s'est élevée à 0,8 million d'euros dont 0,1 million d'euros au titre du plan d'épargne groupe, contre 6,4 millions d'euros au

Concernant le plan d'épargne groupe, le Conseil d'administration de VINCI définit les conditions de souscription conformément aux autorisations de l'assemblée générale. Pour la France, VINCI procède trois fois par an à des augmentations de capital réservées aux salariés, avec un prix de souscription comportant une décote limitée à 10 % par rapport au cours de bourse. Les souscripteurs bénéficient d'un abondement de leur entreprise plafonné à 3 500 euros par an, ce montant étant porté, à titre exceptionnel à 3 800 euros en 2009. Les avantages ainsi consentis aux salariés du Groupe sont comptabilisés en résultat et évalués conformément à IFRS 2 sur la base des hypothèses suivantes :

- durée de la période de souscription : 4 mois ;
- durée de la période d'indisponibilité : 5 ans à compter de la fin de période de souscription.

E.6. Provisions non courantes

(en millions d'euros)	Note	30/06/2009	31/12/2008
Provisions pour retraite	E.6.1	22,2	20,0
Autres provisions non courantes	E.6.2	64,4	74,1
Total		86,6	94,1

E.6.1 Provisions pour retraite

Les provisions pour engagements de retraite s'élevaient au 30 juin 2009 à 23 millions d'euros (dont 22,2 millions d'euros à plus d'un an) contre 20,8 millions d'euros au 31 décembre 2008 (dont 20 millions d'euros à plus d'un an). Elles comprennent, d'une part, les provisions au titre des indemnités de départ à la retraite et, d'autre part, les provisions au titre des engagements de retraite complémentaires. La

part à moins d'un an de ces provisions, 0,8 million d'euros au 30 juin 2009 comme au 31 décembre 2008 est présentée au bilan en autres passifs courants.

La charge comptabilisée au 1^{er} semestre 2009 au titre des retraites est égale à 50 % de la charge projetée pour l'exercice 2009 déterminée de manière actuarielle au 31 décembre 2008.

E.6.2 Autres provisions non courantes

Au cours du 1^{er} semestre 2009 et de l'exercice 2008, les autres provisions non courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres reprises non utilisées	Variation de la part à moins d'un an non courant	Clôture
31/12/2007 (*)						175,9
Autres avantages au personnel	145,6	58,9	(7,9)	(124,9)		71,7
Autres risques	56,2	3,3	(29,7)	(10,6)		19,2
Actualisation provisions non courantes	(0,1)					(0,1)
Reclassement part à moins d'un an non courant	(25,8)				9,1	(16,7)
31/12/2008	175,9	62,2	(37,6)	(135,5)	9,1	74,1
Autres avantages au personnel	71,7	2,2	(3,0)	(10,5)		60,4
Autres risques	19,2	1,5	(0,5)	(0,6)		19,6
Actualisation provisions non courantes	(0,1)					(0,1)
Reclassement part à moins d'un an non courant	(16,7)				1,2	(15,5)
30/06/2009	74,1	3,7	(3,5)	(11,1)	1,2	64,4

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession").

Autres avantages au personnel

La diminution des autres avantages au personnel est liée à la signature en juin 2009 par ASF et Escota d'un avenant aux accords CATS signés en 2007 ayant un impact de 10,5 millions d'euros dont 6,7 millions d'euros pour ASF et 3,8 millions d'euros pour Escota.

E.7. Besoin en fonds de roulement et provisions courantes

E.7.1 Variation du besoin en fonds de roulement

(en millions d'euros)	30/06/2009	30/06/2008 (*)	31/12/2008	Variations 30/06/2009 – 31/12/2008		
				liées à l'activité	créances/dettes sur immobilisations	Autres variations
Stocks et travaux en cours (en valeur nette)	11,3	12,6	11,7	(0,4)		
Clients et autres créances d'exploitation	301,3	311,0	332,0	(30,7)		
Autres actifs courants	5,2	6,6	35,7	(30,7)	0,2	
Stocks et créances (I)	317,8	330,2	379,4	(61,8)	0,2	
Dettes fournisseurs	(38,7)	(44,7)	(66,7)	28,0		
Autres passifs courants	(491,7)	(493,9)	(561,1)	16,8	50,6	2,0
Fournisseurs et autres dettes (II)	(530,4)	(538,6)	(627,8)	44,8	50,6	2,0
Besoin en fonds de roulement (avant provisions courantes) (I+II)	(212,6)	(208,4)	(248,4)	(17,0)	50,8	2,0
Provisions courantes	(343,0)	(335,3)	(325,8)	(7,7)		(9,5)
dont la part à moins d'un an des provisions non courantes	(7,4)	(16,5)	(6,7)	(0,7)		
Besoin en fonds de roulement (après provisions courantes)	(555,6)	(543,7)	(574,2)	(24,7)	50,8	(7,5)

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession").

Le besoin en fonds de roulement lié à l'activité comprend les actifs et passifs courants liés à l'exploitation, à l'exclusion des

actifs et passifs d'impôt exigibles et des autres actifs et passifs courants à caractère financier.

E.7.2 Analyse des provisions courantes

Au cours du 1^{er} semestre 2009 et de l'exercice 2008, les provisions courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres reprises non utilisées	Variation de la part à moins d'un an non courant	Clôture
31/12/2007 (*)						336,4
Obligation de maintien en état des ouvrages concédés	312,7	68,2	(75,2)			305,7
Restructuration	2,1	2,9	(2,1)			2,9
Autres risques courants	0,9	10,5	(0,9)			10,5
Reclassement part à moins d'un an non courant	20,7				(14,0)	6,7
31/12/2008	336,4	81,6	(78,2)		(14,0)	325,8
Obligation de maintien en état des ouvrages concédés	305,7	33,1	(14,4)			324,4
Restructuration	2,9		(1,1)			1,8
Autres risques courants	10,5		(1,1)			9,4
Reclassement part à moins d'un an non courant	6,7				0,7	7,4
30/06/2009	325,8	33,1	(16,6)		0,7	343,0

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode appliqué au 31 décembre 2008 (voir note B.1.3.1 "IFRIC 12 : Traitement des contrats de concession").

Les provisions courantes, rattachées directement au cycle d'exploitation, s'élèvent à 343 millions d'euros (y compris la part à moins d'un an des provisions non courantes) au

30 juin 2009 contre 325,8 millions d'euros au 31 décembre 2008. Elles concernent majoritairement les provisions pour obligation de maintien en l'état des ouvrages concédés.

E.8. Informations relatives à l'endettement financier net

L'endettement financier net, tel que défini par le Groupe, s'analyse comme suit :

Catégories comptables	(en millions d'euros)	30/06/2009				31/12/2008					
		Non courant	réf.	Courant (*)	réf.	Total	Non courant	réf.	Courant (*)	réf.	Total
Passifs évalués aux coûts amortis	Emprunts obligataires (**)	(2 866,7)	(1)	(111,7)	(3)	(2 978,4)	(1 712,0)	(1)	(44,1)	(3)	(1 756,1)
	Autres emprunts bancaires et autres dettes financières (***)	(6 367,1)	(2)	(1 194,5)	(3)	(7 561,6)	(7 313,6)	(2)	(666,9)	(3)	(7 980,5)
	Dettes financières long terme	(9 233,8)		(1 306,2)		(10 540,0)	(9 025,6)		(711,0)		(9 736,6)
	Autres dettes financières courantes			(150,0)	(3)	(150,0)			(700,6)	(3)	(700,6)
	Comptes courants financiers passifs										
	I – Dettes financières brutes	(9 233,8)		(1 456,2)		(10 690,0)	(9 025,6)		(1 411,6)		(10 437,2)
	Découverts bancaires										
	II – Trésorerie Passive				(6)						
	dont : Incidence des couvertures de juste valeur	(82,4)				(82,4)	(94,2)				(94,2)
	Dettes financières brutes avant incidence de juste valeur	(9 151,4)		(1 456,2)		(10 607,6)	(8 931,4)		(1 411,6)		(10 343,0)
Actifs et passifs évalués à la juste valeur par résultat (option de juste valeur)	Comptes courants financiers actifs										
	Actifs financiers de gestion de trésorerie courante non équivalent de trésorerie			189,0	(7)	189,0			1,8	(7)	1,8
	Équivalent de trésorerie			124,0	(8)	124,0			111,5	(8)	111,5
	Disponibilités			26,1	(8)	26,1			14,0	(8)	14,0
	III – Actifs financiers			339,1		339,1			127,3		127,3
Dérivés	Instruments dérivés passifs	(49,9)	(4)	(48,3)	(5)	(98,2)	(105,2)	(4)	(46,0)	(5)	(151,2)
	Instruments dérivés actifs	99,0	(9)	87,8	(10)	186,8	90,3	(9)	52,3	(10)	142,6
	IV – Instruments dérivés	49,1		39,5		88,6	(14,9)		6,3		(8,6)
	Endettement financier net (I + II + III + IV)	(9 184,7)		(1 077,6)		(10 262,3)	(9 040,5)		(1 278,0)		(10 318,5)
	dont Trésorerie nette :			150,1		150,1			125,5		125,5
	Équivalents de trésorerie et disponibilités			150,1		150,1			125,5		125,5
	Découverts bancaires										

(*) Part courante incluant les Intérêts Courus Non Échus.

(**) Dont emprunt obligataire indexé sur l'inflation pour une valeur au bilan yc ICNE de - 203,3 millions d'euros.

(***) Dont emprunt bancaire indexé sur l'inflation pour une valeur au bilan yc ICNE de - 404 millions d'euros (- 397,9 millions d'euros en 2008).

Au 30 juin 2009, le Groupe ASF affiche un endettement financier net de 10,26 milliards d'euros (contre 10,32 milliards d'euros au 31 décembre 2008).

Réconciliation de l'endettement financier net avec les postes du bilan :

	Réf.	30/06/2009	31/12/2008
Emprunts obligataires	(1)	(2 866,7)	(1 712,0)
Autres emprunts et dettes financières	(2)	(6 367,1)	(7 313,6)
Dettes financières courantes	(3)	(1 456,2)	(1 411,6)
Juste valeur des produits dérivés passifs non courants	(4)	(49,9)	(105,2)
Juste valeur des produits dérivés passifs courants	(5)	(48,3)	(46,0)
Trésorerie passive	(6)		
Actifs financiers de gestion de trésorerie	(7)	189,0	1,8
Disponibilités et équivalent de trésorerie	(8)	150,1	125,5
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	(9)	99,0	90,3
Juste valeur des produits dérivés actifs courants	(10)	87,8	52,3
Endettement financier net		(10 262,3)	(10 318,5)

Les instruments dérivés actifs sont présentés au bilan, selon leurs maturités et leurs qualifications comptables, en autres actifs financiers non courants pour la part à plus d'un an, et autres actifs financiers courants pour la part à moins d'un an.

E.8.1 Ressources et Liquidités

Au 30 juin 2009, le Groupe disposait d'un montant de 3 339,1 millions d'euros de ressources disponibles, dont 339,1 millions d'euros de trésorerie nette gérée et 3 000 millions d'euros constitués de lignes de crédit à moyen terme confirmées non utilisées.

E.8.1.1 Échéancier des dettes financières et des flux d'intérêts associés

Au 30 juin 2009, la maturité moyenne de la dette financière moyen/long terme du Groupe est de 7,1 ans (contre 6,9 ans au 31 décembre 2008).

E.8.1.2 Trésorerie nette gérée

La trésorerie nette gérée incluant les actifs financiers de gestion de trésorerie s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2009	31/12/2008
Équivalents de trésorerie	124,0	111,5
Valeurs mobilières de placement (OPCVM)	124,0	111,5
Titres de créances négociables et obligataires ayant une maturité inférieure à 3 mois à l'origine		
Disponibilités	26,1	14,0
Découverts bancaires		
Trésorerie nette	150,1	125,5
Actifs financiers de gestion de trésorerie courante	189,0	1,8
Titres de créances négociables et obligataires ayant une maturité inférieure à 3 mois à l'origine	189,0	1,8
Trésorerie nette gérée	339,1	127,3

Les excédents de trésorerie sont gérés avec un objectif de rentabilité voisin de celui du marché monétaire, en évitant une prise de risque en capital et en conservant un niveau de volatilité faible au travers d'un système de contrôle des performances et des risques. Les supports d'investissements utilisés par le Groupe sont principalement des OPCVM

ainsi que des titres de créances négociables (bons de caisse notamment) et assimilés. Ils sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur (voir le rapport financier annuel consolidé 2008 notes A.3.19 "Actifs financiers de gestion de trésorerie" et A.3.20 "Disponibilités et équivalents de trésorerie").

E.8.1.3 Lignes de crédit et prêts à terme bancaires

ASF dispose d'une ligne de crédit bancaire syndiquée de 1 milliard d'euros à échéance 2012, assortie de covenants financiers décrits dans le rapport financier annuel consolidé 2008 note C.15.2.5 "Covenants financiers", mis en place par avenant en février 2006 lors de la privatisation d'ASF.

Par ailleurs, ASF a signé le 18 décembre 2006 avec un pool bancaire un nouveau financement à 7 ans, d'un montant total de 3,5 milliards d'euros comprenant une ligne de crédit revolving de 2 milliards décrit dans le rapport financier annuel consolidé 2008 note C.15.2. "Gestion du risque de liquidité".

Le profil de maturités des lignes de crédit d'ASF au 30 juin 2009, est le suivant :

(en millions d'euros)	Maturité	Utilisations au 30/06/2009	Autorisations au 30/06/2009	Échéances		
				< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Ligne de crédit syndiquée	21/07/2012		1 000		1 000	
Ligne de crédit syndiquée	18/12/2013		2 000		2 000	
Total			3 000		3 000	

E.8.2 Covenants financiers

Certains contrats de financement comportent des clauses de défaut en cas de non-respect des ratios financiers décrits dans le rapport financier annuel consolidé 2008 en note C.15.2.5 "Covenants financiers".

Au 30 juin 2009, les ratios sont respectés.

E.8.3 Notations de crédit

Le Groupe dispose des notations suivantes au 30 juin 2009 :

Agence	Long terme	Perspective	Court terme
Standard & Poor's	BBB+	Stable	A2
Moody's	Baa1	Stable	

E.9. Informations relatives à la gestion des risques financiers

L'exposition aux risques couverts au 30 juin 2009 est sensiblement identique à celle du 31 décembre 2008 décrite dans le rapport financier annuel consolidé 2008 en note C.16 "Informations relatives à la gestion des risques financiers".

E.10. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de la direction ;

- les opérations avec les sociétés dans lesquelles VINCI exerce une influence notable ou détient un contrôle conjoint (ces transactions s'effectuent sur une base de prix de marché).

Au 1^{er} semestre 2009, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2008 (ces dernières sont mentionnées en note C.18 "Transactions avec les parties liées" du rapport financier annuel consolidé 2008).

F. Événements postérieurs à la clôture

Versement d'un acompte sur dividendes

Le Conseil d'administration a arrêté les états financiers résumés intermédiaires consolidés au 30 juin 2009, le 27 août 2009 et décidé de verser un acompte sur dividende de 226 358 440,98 euros, soit pour chacune des 230 978 001 actions composant le capital social, un dividende de 0,98 euro, à valoir sur le dividende qui sera distribué au titre de l'exercice 2009 en cours.

Émetteur VINCI Autoroutes

Émetteur VINCI Autoroutes, société par actions simplifiée filiale à 100 % d'ASF, a été constituée en juillet 2009. Cette société est en charge de la commercialisation, de la distribution et de la gestion de l'offre des badges nationaux pour le compte des sociétés concessionnaires d'autoroutes de VINCI.

Rapport annuel d'exécution

Le rapport annuel d'exécution du cahier des charges de la concession et du contrat de plan des sociétés ASF et Escota pour l'année 2008 a été remis au mois de juillet 2009 à la Direction des Infrastructures de Transport. Les sociétés satisfont à l'ensemble de leurs engagements.

● G. Litiges et arbitrages

La gestion des litiges, à l'exception de ceux relevant de la Direction des Ressources Humaines, est assurée par la Direction Juridique.

À la connaissance de la société, il n'existe pas de fait ou litige exceptionnel susceptible d'affecter de manière substantielle l'activité, les résultats, le patrimoine ou la situation financière du Groupe ou de la société. Les litiges en cours ont fait l'objet, le cas échéant, de provisions pour des montants que la société estime suffisants en l'état actuel des dossiers correspondants.

Un recours contre l'attribution de la section A89 Balbigny – La Tour de Salvagny avait été déposé au Conseil d'État en février 2006 par des associations qui demandaient au Conseil d'État d'annuler la décision du Ministre des transports du 31 janvier 2006 et de résilier l'avenant n° 11 ainsi que les clauses à caractère réglementaire dudit avenant.

L'argumentation développée par les deux associations se fondait essentiellement sur deux catégories de moyens :

le détournement de procédure et le non-respect du droit communautaire et européen.

La décision du Conseil d'État est intervenue le 8 avril 2009, rejetant les différents recours.

Depuis, ASF a reçu notification le 18 juin d'une requête en rectification d'erreur matérielle déposée par l'Association ALCALY le 15 avril faisant grief au Conseil d'État de ne pas s'être prononcé dans sa décision du 8 avril sur un des moyens soulevés par la requête initiale, à savoir le moyen tiré de ce que les décisions attaquées auraient méconnu le principe de transparence, de non-discrimination en raison de la nationalité et l'égalité de traitement résultant du traité de Rome.

L'Etat a déposé un mémoire en réponse et ASF a déposé des observations au soutien de l'État à la fin du mois de juillet dernier.

Il n'y a aucune procédure d'arbitrage en cours.

3

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information semestrielle

DELOITTE & ASSOCIES

185, avenue Charles-de-Gaulle - B.P. 136
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG Audit

KPMG S.A. Département
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

Autoroutes du Sud de la France (ASF)

Société Anonyme
9, place de l'Europe
92500 Rueil Malmaison

● Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information semestrielle 2009

Période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société Autoroutes du Sud de la France (ASF) relatifs à la période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration dans un contexte de crise économique et financière, décrit dans la note B.3.1 de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés, dont l'ampleur et la durée au-delà du 30 juin 2009 ne peuvent être anticipées avec précision, contexte qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 28 août 2009

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

Thierry BENOIT

KPMG Audit

KPMG S.A. Département

Benoît LEBRUN

4

Attestation du Responsable du rapport financier semestriel

Responsable du Rapport financier semestriel

Pierre Anjolras, Directeur Général d'ASF S.A.

Attestation du Responsable du Rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Rueil-Malmaison, le 27 août 2009

Pierre Anjolras

Directeur Général

ASF

Siège social
9, place de l'Europe
92851 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 72 71 90 00
www.asf.fr